

Le sulfureux conseiller du ministre Jeholet

■ **Malgré plusieurs scandales l'impliquant, Bernard Liébin (Sowalfin) conseille le gouvernement wallon.**

Au MR, Bernard Liébin est l'un des spécialistes de l'art délicat du retour en grâce. Malgré quelques belles casseroles, le voilà désormais représentant du cabinet de Pierre-Yves Jeholet (MR) lors de réunions intercabinets. Mais c'est un collaborateur-fantôme: il ne figure pas dans l'organigramme du personnel.

Replongeons-nous d'abord dans le dossier Liébin. Début 2017, nous avons révélé la petite combine mise en place à la Province du Hainaut au profit de Bernard Liébin et d'Annie Taulet (PS, membre de l'exécutif provincial). Ils touchaient chacun 18 000 euros brut par an de manière forfaitaire pour participer à six réunions du comité de direction de l'ASBL provinciale en charge de l'informatique. L'ASBL en question était la seule, parmi la galaxie de structures similaires à la Province, à prévoir une rémunération pour les membres de son conseil d'administration.

Autre "casserole": Bernard Liébin avait dû démissionner de ses mandats politiques après que "La Libre" a révélé les conflits d'intérêts auxquels pouvait le conduire la multiplication de ses fonctions dans les outils économiques régionaux et dans des entreprises privées. On le retrouvait notamment à tous les étages décisionnels des dossiers de financement d'une entreprise où il siégeait à titre privé: à la Sowalfin et dans la banque qui accordaient un cofinancement, mais aussi au sein d'un invest local qui avait également fort aidé l'entreprise en question. Bref, son dossier est lourd...

Mais, voilà, Bernard Liébin est un homme de réseaux et un tech-

nicien en matière de financement public. Pierre-Yves Jeholet, ministre wallon en charge de l'Économie et de l'Emploi, a donc décidé de faire appel à lui pour le conseiller dans une série de dossiers. Malgré tout. Pourtant, Pierre-Yves Jeholet avait été très clair sur la question des conflits d'intérêts. *"Je veux que l'on soit le plus efficace et volontariste par rapport à la lutte contre les conflits d'intérêts, y compris avec des mandats ou des professions privées"*, a-t-il déclaré mardi dernier en commission au parlement wallon lors d'un débat consacré au statut des administrateurs publics. Par ailleurs, c'est le même Pierre-Yves Jeholet qui a récemment foudroyé publiquement un ancien chef de cabinet de Marcourt, Jean-Sébastien Belle (PS), qui multiplie de juteuses rémunérations publiques dans divers conseils d'administration.

"Il n'est pas payé par le cabinet"

Deux poids, deux mesures? Bernard Liébin a notamment représenté le cabinet du ministre Jeholet dans une réunion intercabinets concernant un dispositif d'aides aux entreprises (CxO) piloté par... la Sowalfin qui reçoit de l'argent régional pour cette mission. Le PV d'une réunion tenue en octobre dernier en atteste. Face à ce possible nouveau conflit d'intérêts lié à la présence de Bernard Liébin dans son cabinet, Pierre-Yves Jeholet s'explique: *"Il ne travaille pas pour moi officiellement, il n'est pas payé. C'est le seul MR dans les outils wallons de financement et son expertise est précieuse alors que le gouvernement a décidé de rationaliser le secteur."*

Frédéric Chardon